

Déclaration des organisations syndicales et associatives au sujet du projet IDEX Lyon Saint-Etienne en date du 22 avril 2011

Le projet gouvernemental des « Investissements d'avenir » attaque l'enseignement supérieur et la recherche dans ses valeurs et ses missions fondamentales :

- sous le vocable d'excellence, concentration des moyens sur un périmètre scientifique et géographique arbitraire,
- déstructuration de la recherche par paupérisation de champs entiers, et mise au pas du reste par une logique de projet à courts termes,
- abandon des idées d'universalité et de communauté des pairs pour une gestion autocratique,
- mise en place d'une mécanique financière et immobilière perverse permettant le détournement de fonds publics vers des intérêts privés.

Le projet lyonnais porté par le PRES Université de Lyon et les collectivités territoriales épouse malheureusement les logiques et l'idéologie gouvernementales.

Nous, organisations syndicales ou associatives représentatives de la communauté universitaire de Lyon et Saint-Etienne ne pouvons donc que nous opposer à un tel projet.

Nous portons une volonté toute autre. Nous aurions été prêts à débattre d'un véritable processus d'amélioration des universités dans leurs missions de recherche et d'enseignement supérieur, de développement des connaissances, de réduction des inégalités d'accès à l'enseignement, de développement de l'ensemble du territoire Rhône-alpin, d'une politique sociale attractive pour tous les personnels et étudiants, d'ouverture à la société et de réponse à ses besoins...

Mais il n'y a aucun avenir ni investissement dans la logique de déstructuration à l'oeuvre aujourd'hui, que certains responsables du PRES Université de Lyon, comparent aux restructurations de la sidérurgie.

Nous demandons à la Région Rhône-Alpes d'ouvrir en son sein et en concertation avec les autres régions un vrai débat sur l'aménagement du territoire national et les logiques de formation et de recherche à mettre en oeuvre au sein d'un vrai Service Public, qui viendrait en appui d'un développement solidaire et durable de tous les territoires.

Surtout, nous demandons à la présidence et au CA du PRES de se retirer de l'appel d'offres IDEX et de ne plus engager l'avenir des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche sans information et consultation préalables de l'ensemble des personnels et étudiants.

FSU (SNESUP, SNASUB, SNCS) – CGT (FERCsup, SNTRS) – FO (SDPREES) – SOLIDAIRES (Sud Educ, Sud RE, Sud Etudiant) – SLR Lyon – UNSA (SNPTES) – CNT (Educ SR)